Informations de base

2023/2781(RSP) RSP - Résolutions d'actualité	Procédure terminée
Résolution sur l'Inde et la situation dans l'État du Manipur **Subject** 6.10.04 Situation politique des pays-tiers, conflits régionaux et locaux 6.10.08 Libertés fondamentales, droits de l'homme, démocratie, état de droit en général **Zone géographique** Inde	

Evénements clés

Date	Evénement	Référence	Résumé
12/07/2023	Débat en plénière		
13/07/2023	Décision du Parlement	T9-0289/2023	Résumé
13/07/2023	Résultat du vote au parlement		

Informations techniques

Référence de la procédure	2023/2781(RSP)
Type de procédure	RSP - Résolutions d'actualité
Sous-type de procédure	Débat ou résolution d'urgence
Base juridique	Règlement du Parlement EP 150-p2 Règlement du Parlement EP 150
État de la procédure	Procédure terminée

Portail de documentation

Parlement Européen

Type de document	Commission	Référence	Date	Résumé
Proposition de résolution		B9-0334/2023	10/07/2023	
Proposition de résolution		B9-0335/2023	10/07/2023	
Proposition de résolution		B9-0337/2023	10/07/2023	
Proposition de résolution		B9-0341/2023	10/07/2023	
Proposition de résolution		B9-0344/2023	10/07/2023	
Proposition de résolution		B9-0345/2023	10/07/2023	
Texte adopté du Parlement, lecture unique		T9-0289/2023	13/07/2023	Résumé

Résolution sur l’Inde et la situation dans l’État du Manipur

2023/2781(RSP) - 13/07/2023 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté une résolution sur l'Inde et la situation dans l’État du Manipur.

Le texte adopté en plénière avait été déposé en tant que résolution commune par les groupes PPE, S&D, Renew, Verts/ALE, ECR et les députés.

Les violents affrontements qui ont eu lieu entre les communautés ethniques Meitei et Kuki à Manipur depuis le 3 mai 2023 ont fait au moins 120 morts et 50.000 déplacés et ont détruit plus de 1700 maisons, plus de 250 églises et plusieurs temples et écoles. L'intolérance à l'égard des minorités religieuses et de conviction, y compris les chrétiens, contribue à la violence.

Les autorités de l’État du Manipur ont instauré un couvre-feu, donné l’ordre de tirer à vue pour le faire respecter et bloqué l’accès à internet, ce qui empêche considérablement les médias et groupes de la société civile de réunir des informations et de rendre compte de la situation.

Le Parlement a demandé instamment aux autorités indiennes de prendre toutes les mesures nécessaires et de faire le maximum pour mettre fin rapidement aux violences ethniques et religieuses en cours, de protéger toutes les minorités religieuses, telles que la communauté chrétienne du Manipur, et d'éviter toute nouvelle escalade. Les dirigeants politiques sont invités à cesser leurs déclarations incendiaires, à rétablir la confiance et à jouer un rôle impartial dans la médiation des tensions.

Le gouvernement central de l'Inde et tous les acteurs politiques et religieux sont invités à prendre des mesures urgentes pour rétablir le calme et garantir un dialogue inclusif impliquant la société civile et les communautés affectées.

Les autorités sont invitées à :

- permettre des enquêtes indépendantes sur les violences, lutter contre l'impunité et mettre fin à la fermeture d'Internet;

- accorder un accès sans entrave aux fournisseurs d'aide humanitaire, aux observateurs internationaux et aux journalistes.

La résolution a réitéré l'appel à l'intégration des droits de l'homme dans tous les domaines du partenariat UE-Inde, y compris le commerce.

Enfin, le Parlement a demandé instamment au vice-président/haut représentant, à la Commission et aux États membres de faire part à l’Inde, systématiquement et publiquement et au plus haut niveau, de leurs préoccupations en matière de droits de l'homme, notamment en ce qui concerne la liberté d'expression et de religion et le rétrécissement de l'espace accordé à la société civile.